

3.

Haute Ecole

Haute Ecole Roi Baudouin

Catégorie

Pédagogique

Sites

Braine-le-Comte - Mons

4.

Haute Ecole

Haute Ecole namuroise Catholique/H.E.N.A.C.

Catégorie

Pédagogique

Sites

Champion - Malonne

---

 VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 1537

[2007/200941]

**2 FEBRUARI 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toekenning van bindende kracht aan de beslissing van de centrale paritaire commissie voor het hoger niet-universitair vrij confessioneel onderwijs van 16 december 2004 betreffende het statuut van de vakbondsafvaardiging in de hogescholen van het vrij confessioneel onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij de decreten van 27 oktober 1997, 17 juli 1998, 8 februari 1999, 20 december 2001, 8 mei 2003, 3 maart 2004, inzonderheid op artikel 177;

Gelet op de aanvraag van de centrale paritaire Commissie voor het hoger niet universitair vrij confessioneel onderwijs;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Ambtenarenzaken en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De in de bij dit besluit gevoegde beslissing van de centrale paritaire Commissie voor het hoger niet universitair vrij confessioneel onderwijs van 16 december 2004 betreffende het statuut van de vakbondsafvaardiging in de hogescholen van het vrij confessioneel onderwijs wordt verbindend verklaard.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het werd ondertekend.

**Art.3.** De Minister tot wiens bevoegdheden de statuten van de personeelsleden van het hoger onderwijs behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 februari 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Vice-Presidente

en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport

C. EERDEKENS

---

 MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 1538

[2007/200943]

**2 FEVRIER 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII. — Rapport au Gouvernement**

Cet arrêté vise à adopter différentes mesures en matière de congé afin de s'aligner sur les congés existants en Région wallonne et au Fédéral

1) Actuellement, en Communauté française, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII prévoit, en son article 8, que l'agent a droit à un congé annuel de vacances qui varie entre 26 et 28 jours ouvrables selon l'âge de l'agent.

L'Arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne octroie un jour de congé de plus aux agents de la Région wallonne.

Il est donc proposé d'octroyer de 27 à 30 jours de congé, selon l'âge, aux agents de la Communauté française.

2) L'AGCF du 2 juin 2004, précité, précise, en son article 12, § 2 que « Lorsque l'un des congés (légaux ou réglementaires) coïncide avec un samedi ou un dimanche, il est accordé un congé de compensation qui peut être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances. »

Le Fédéral prévoit un autre système. L'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat stipule, en son article 14, que les jours de congés fériés et réglementaires qui coïncident avec un jour non ouvrable sont remplacés par des congés pendant la période du 27 au 31 décembre inclus.

Cette mesure avait été présentée au Fédéral comme une économie d'énergie (chauffage, électricité,...)

Cela fait un gain d'1 jour de congé pour le membre du personnel.

Il est donc proposé ce jour au Gouvernement, à l'instar du Fédéral, de remplacer l'article 12, § 2, de l'arrêté du 2 juin 2004, précité, par le système existant au Fédéral.

Il s'indique de préciser qu'une disposition particulière à la Communauté française est prévue pour le jour de congé réglementaire du 27 septembre qui tomberait certaines années un samedi ou un dimanche, à savoir : « Lorsque le 27 septembre coïncide avec un samedi ou un dimanche, il est accordé un jour de compensation qui peut être pris aux mêmes conditions que les congés annuels de vacances. »

3) Parallèlement, toujours dans une optique d'alignement sur les autres niveaux de pouvoir, le 1/2 jour de congé du 22 juillet (voir infra) et les dispenses de service à 15 heures qui ne font l'objet d'aucune base réglementaire et qui, en Région wallonne ou au Fédéral, n'ont pas été repris dans la réglementation ne seront plus octroyés en Communauté française.

La Région wallonne a l'intention d'adopter le même système de congé entre le 27 et le 31 décembre qu'au niveau fédéral. Dès lors, les membres du personnel de la Communauté française et de la Région wallonne auront exactement les mêmes jours de congé.

En ce qui concerne le Fédéral, les membres du personnel ne bénéficient pas du 27 septembre et ont droit à 26 jours ouvrables de congé annuel de vacances. Néanmoins, le Conseil des Ministres leur octroie régulièrement un « pont » dans les cas où un jour férié tombe un mardi ou un jeudi (ex. : le vendredi qui suit le jeudi de l'Ascension).

Dans ce cadre, un travail prévisionnel sera effectué chaque année afin de savoir si plusieurs « ponts » (plus de 2) leur sont octroyés afin d'envisager d'en octroyer également un aux membres du personnel de la Communauté française et d'avoir le même nombre de jours de congé au total. Ceci permettra d'alléger les charges administratives en matière de gestion de ressources humaines.

4) La Région wallonne accorde, parfois, 1/2 jour de congé pour les fêtes de Wallonie, et ce sans base réglementaire. Il est proposé également de faire, dans la mesure du possible, un travail prévisionnel et d'octroyer, le cas échéant, dans la circulaire relative aux congés prise chaque année, 1/2 jour de congé.

5) Enfin, il est proposé d'octroyer, à l'instar du Fédéral et de la Région wallonne, un jour ouvrable de congé pour « Le mariage d'un frère, d'une soeur, d'un beaufrère, d'une belle-soeur, du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère, de la seconde femme du père, d'un petit-enfant de l'agent ».

Dans son avis 41.962/2 du 17 janvier 2007, la Section de législation du Conseil d'Etat demande de justifier les motifs de la rétroactivité de l'arrêté en projet. L'entrée en vigueur de l'arrêté est prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Le Gouvernement a décidé d'octroyer, dès 2007, non plus 26 mais au minimum 27 jours de congé (selon l'âge), d'octroyer un congé aux membres du personnel entre le 27 et le 31 décembre et d'octroyer un jour de congé ouvrable en cas de mariage de certains membres de la famille proche de l'agent.

Afin de permettre un calcul correct du nombre de jours de congé à attribuer aux membres du personnel et pour éviter de multiplier les actes réglementaires liés à la situation administrative des membres du personnel (exemples : annulation des congés pour motifs impérieux ou de mise en disponibilité pour maladie), il s'indique, par conséquent, de faire entrer en vigueur la présente réglementation le 1<sup>er</sup> janvier de l'année.

## 2 FEVRIER 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup>;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi du 8 août 1988;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales, notamment, l'article 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles, de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment l'article 13 remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la Formation en cours de carrière, notamment l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, notamment l'article 137, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, notamment les articles 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 12, §§ 2 et 3, et 13, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné les 20 et 22 septembre 2006;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 26 septembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 octobre 2006;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la Formation en cours de carrière, donné le 18 octobre 2006;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA) de la Communauté française, donné le 24 octobre 2006;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 13 novembre 2006,

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 13 novembre 2006,

Vu les demandes d'avis adressées le 16 octobre 2006 à l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication et au Commissariat général aux Relations internationales et l'absence d'avis de leur Conseil de direction dans le délai requis de soixante jours prévu par l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu le protocole n° 346 du Comité de Secteur XVII, conclu le 10 novembre 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 41.962/2 donné le 17 janvier 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération du Gouvernement du 2 février 2007,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, les trois tirets sont remplacés comme suit :

« 1<sup>o</sup> moins de quarante-cinq ans : 27 jours ouvrables;

2<sup>o</sup> de quarante-cinq à quarante-neuf ans : 28 jours ouvrables;

3<sup>o</sup> de cinquante à cinquante-quatre ans : 29 jours ouvrables;

4<sup>o</sup> à partir de cinquante-cinq ans : 30 jours ouvrables. »

**Art. 2.** A l'article 12 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> Le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« En compensation des jours de congé visés au paragraphe 1<sup>er</sup> qui coïncident avec un samedi ou un dimanche, l'agent est en congé du 27 décembre au 31 décembre inclus.

Lorsque le 27 septembre coïncide avec un samedi ou un dimanche, il est accordé un jour de compensation qui peut être pris aux mêmes conditions que les congés annuels de vacances. »

2<sup>o</sup> Dans le § 3, les mots « au § 1<sup>er</sup> du présent article » sont remplacés par les mots « aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent article ».

**Art. 3.** L'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété comme suit :

« 12<sup>o</sup> Le mariage d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère, de la seconde épouse du père, d'un petit-enfant de l'agent : un jour ouvrable; »

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 5.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 février 2007

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 1538

[2007/200943]

**2 FEBRUARI 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen door de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 houdende oprichting van het « Commissariat général aux relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België), inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13, vervangen door het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), afgekort « O.N.E. », inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het voormelde decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, inzonderheid op artikel 137, § 3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, inzonderheid op de artikelen 8, 1e lid; 12, §§ 2 en 3, en 13, 1e lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 en 22 september 2006;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 26 september 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 6 oktober 2006;

Gelet op het advies van de Directieraad van het « Institut de la Formation en cours de carrière », gegeven op 18 oktober 2006;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA) » van de Franse Gemeenschap, gegeven op 24 oktober 2006;

Gelet op het advies van Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 13 november 2006;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 13 november 2006;

Gelet op de aanvragen ingediend op 16 oktober 2006 bij de « Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication » en bij het « Commissariat général aux Relations internationales » en op het gebrek aan advies vanwege hun Directieraad binnen de vereiste termijn van 60 dagen bedoeld bij artikel 4, 2e lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 346 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 10 november 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 41.962/2, gegeven op 17 januari 2007, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging van de Regering van 2 februari 2007;

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 8, 1e lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, worden de drie streepjes als volgt vervangen :

« 1<sup>o</sup> minder dan vijfenveertig jaar : 27 werkdagen;

2<sup>o</sup> van vijfenveertig tot negenveertig jaar : 28 werkdagen;

3<sup>o</sup> van vijftig tot vierenvijftig jaar : 29 werkdagen;

4<sup>o</sup> vanaf vijfenveertig jaar : 30 werkdagen. »

**Art. 2.** In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> § 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In compensatie van de verlofdagen bedoeld in paragraaf 1 die samenvallen met een zaterdag of een zondag, krijgt de ambtenaar verlof van 27 tot en met 31 december.

Wanneer 27 september op een zaterdag of een zondag valt, wordt een compensatiedag gegeven die onder dezelfde voorwaarden mag genomen worden als de jaarlijkse verlofdagen. »

2<sup>o</sup> In § 3 worden de woorden « in § 1 van dit artikel » vervangen door de woorden « in de §§ 1 en 2 van dit artikel ».

**Art. 3.** Artikel 13, 1e lid, van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

« 12<sup>o</sup> Het huwelijk van een broer, een zus, een schoonbroer, een schoonzus, de vader, de moeder, de schoonvader, de tweede echtgenoot van de moeder, de schoonmoeder, de tweede echtgenote van de vader, een kleinkind van de ambtenaar : een werkdag; »

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2007.

**Art. 5.** De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 februari 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDEKENS

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 1539

[2007/200956]

**9 FEVRIER 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 novembre 1995 fixant le montant du droit d'inscription de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 21 décembre 1992 portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget, notamment l'article 12;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 novembre 1995 fixant le montant du droit d'inscription de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, notamment son article 3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 5 octobre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 13 octobre 2006;

Vu le protocole du 8 novembre 2006 du sous-comité de concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés pour l'enseignement non confessionnel;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 15 janvier 2007 dans le délai d'un mois en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition de Madame la Ministre chargée l'enseignement artistique à horaire réduit;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1.** L'art. 3, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté du 20 novembre 1995 est complété par les termes suivants :

« ainsi que les élèves inscrits, pour l'année scolaire en cours, dans une option relevant soit du Secteur 6 - Arts Appliqués, groupes 61, 62, 63 ou 64, soit du Secteur 10 - Beaux-arts, groupes 101, 102 ou 103 tels que visés à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ».